
**DÉCLARATION DU CONGRÈS MONDIAL DES PARCS NATIONAUX**

Bali, Indonésie, 11 au 22 octobre 1982

NOUS, participants au Congrès mondial des parcs nationaux, AVONS LA CONVICTIO que:

Les peuples participent de la nature. Leur prospérité spirituelle et matérielle dépend de la sagesse avec laquelle les ressources biologiques sont protégées et utilisées. Le développement, indispensable à l’amélioration des conditions de vie de l’homme, doit, pour être durable, s’appuyer sur la conservation des ressources vivantes.

La Terre est, à notre connaissance, le seul lieu de l’Univers capable d’entraîner la vie; cependant, cette faculté s’épuise rapidement, à mesure que les espèces disparaisent et que les écosystèmes sont dégradés, sous le coup de la démographie galopante, de la consommation excessive et de la mauvaise utilisation des ressources naturelles, de la pollution, du développement exécrable de l’agriculture basé sur un ordre économique équilibré entre les peuples et entre les États. Ce sont les décisions prises aujourd’hui qui détermineront l’ampleur des avantages issus de la nature et des ressources vivantes dont pourront les générations futures. Notre génération est peut-être la dernière à pouvoir choisir les vastes aires protégées à protéger.

L’expérience a montré que les aires protégées sont un élément indispensable de la conservation des ressources vivantes parce que:

— elles entretiennent les processus écologiques essentiels, tributaires des écosystèmes naturels;

— elles préserveront la diversité des espèces et du matériel génétique qu’elles renferment, empêchant ainsi que notre patrimoine naturel ne subisse le sort des espèces en voie de disparition ou d’extinction;

— elles entretiennent la capacité productive des écosystèmes et sauvegardent les habitats critiques pour l’utilisation durable des espèces;

— elles offrent des possibilités de recherche scientifique, d’éducation et de formation.

Dans ces fonctions, mais de même que par leur vocation récréative et touristique, les aires protégées apportent une contribution essentielle au développement durable. Parallèlement, les aires protégées répondent aux aspirations spirituelles et culturelles de chacun en préservant les régions sauvages et sacrées en beaucoup plus qu’à leur exploitation esthétique, émotionnelle et religieuse. Lien vital entre l’homme, leur passé et leur avenir elles sont la preuve que l’homme et la nature forment un tout.

C’est pourquoi NOUS DECLARONS que les mesures suivantes sont fondamentales:

1. Étendre et renforcer les réseaux mondiaux et régionaux de parcs nationaux et autres aires protégées en vue de garantir la sécurité et la préservation des espèces et des sites; dans ce but, les États sont invités à participer activement à des rencontres régionales de la Terre et notamment des réunions des scientifiques spécialisés dans l’étude de la diversité biologique de la Terre et notamment des réunions des scientifiques génétiques des ressources; des aires naturelles importantes pour la recherche scientifique et d’autre part, ayant une valeur spirituelle et culturelle.

2. Soutenir l’établissement et la gestion des aires protégées par un engagement national et une aide active à leur développement.

3. Donner aux aires protégées un statut juridique permanent mettant leurs objectifs à l’abri des compromis.

4. Protéger et développer les aires protégées en utilisant les meilleures données dénouer des problèmes d’adaptation des connaissances scientifiques et standardisation des programmes de gestion et de recherche dans le domaine des aires protégées.

5. Mettre en place des conventions internationales en vigueur portant sur les aires protégées et adopter, si nécessaire, de nouvelles conventions.

NOUS NOUS ENGAGEONS à entreprendre ces actions afin de contribuer au développement durable et partant, à la prospérité spirituelle et matérielle de tous les peuples; et

DEMANDONS INSTANTMENT à tous les gouvernements d’adopter ces mesures, unilatéralement ou solidarité, en étant pleinement conscients de leur responsabilité devant la vie et devant les générations futures.

---

La réponse des parcs protégés aux principes et politiques qui orientent le développement durable de la Terre et qui ont été adoptés lors du Congrès mondial des parcs nationaux, a été résumée par le président du Congrès, M. Talbot, directeur général de l’UICN, qui a déclaré: «Nous avons porté les fondations de ce que l’on peut considérer comme une véritable révolution de la conception des aires protégées et de la manière dont elles sont prises en compte dans le processus du développement. Nous avons maintenant le devoir de diriger ces fondations. La réussite de ce Congrès ne serait qu’un vaste tableau en nous pouvons, dans un avenir proche, remplir des réalisations conformes aux aspirations et aux objectifs exprimés aujourd’hui. Nous devons cloné cette réponse historique dans un esprit de véritable engagement et de volonté de transformer les aires protégées que ce Congrès en faits réels».

M. Talbot a formé des vœux pour que les participants émettent, par tous les moyens, à la consécration des plans et objectifs formulés au Congrès et s’est engagé, au nom de l’UICN, à tout faire pour qu’en 1992 nous puissions contempler une décen- née de réalisations vraiment révolutionnaires.

D’autre part, en doute que les actions recommandées par le Congrès coûteront cher. Mais il ne s’agit pas de payer le prix pour rester encore plus cher. Selon M. Thacker, directeur général adjoint du PNUD, il a choisi finalement entre la conservation et la guerre. Les gouver- nements ont donc le choix entre trouver mainten- nant les moyens de faire cesser la destruc- tion de nos forces naturelles ou se préparer à payer plus tard, peut-être dans le sang...
NOUVEAU MEMBRE DE LA CITES.
Le 26 octobre 1982, le Soudan a ratifié la Convention sur le commerce international des espèces de poissons marins menacés d’extinction, devenant ainsi le 112ème État à le faire (la ratification prendra effet le 24 janvier 1983). Le Soudan a émis une réserve concernant Crocodile niloticus, inscrit à l'Annexe I et qui sera considérée comme telle à l'Annexe II.

SEPTEMBRE J. PAUL GETTY DE LA PROTECTION DE LA NATURE.
Le WWF-État-Unis annexe la protection de la nature au Getty Grant Program, qui attribue chaque année à une personne ou organisation pour leurs réalisations exceptionnelles, de portée internationale, en matière de conseil, de réglementations, et des habitudes.
Les candidatures doivent être déposées avant le 1er février 1983. Pour tout renseignement, s'adresser à Thomas Lovejoy, secrétaire du jury, WWF-État-Unis, 1601 Connecticut Avenue, N.W. D.C. 20009 État-Unis.

RAPPORT DE MISSION : AGIR CONTRE TAUR
Le Parc national de Taï, en Côte d'Ivoire, une des dernières régions de forêts équatoriales du monde, en Afrique de l'Ouest, est menacée par l'exploitation forestière sauvage, le braconnage organisé et les pillages illégaux.
Certains signent cependant cepèdant indiquer que les choses s'améliorent. Au début de 1981, S.A.R. le prince Bernhard des Pays-Bas a proposé au WWF et au Conseil international pour la protection de la nature de financer une expédition au "Taï" (7.000 km²) de la Côte d'Ivoire, pour lutter contre le braconnage. Ce qui a sauvé cependant avoir d'effet favorable dans l'absence de mesures plus fondamentales. L'UICN et le WWF ont préparé un projet de délination d'une zone tundre et d'une zone centrale et ont entrepris de baliser les 500 km de linéaire longeant les contours naturels. Ce projet vient compléter un programme allémand d'assistance technique dirigé par le Professeur Harald Roth.

"Maux cela ne suffit pas" selon la mission UICN/WWF et Parco Canada de retour de Côte d'Ivoire, en avril 1982, ce pays ayant été désigné parmi les priorités de la campagne 1982-1983 pour les forêts tropicales et les primates. La mission avait pour objet d'étudier la conservation des forêts tropicales qui contribuent au développement socio-économique de la Côte d'Ivoire. Elle a identifié des projets aux UICN et le WWF pour des action de protection, en particulier les actions pour la protection de la faune. Cela a abouti à un accord de principe entre le gouvernement ivoirien des différents intervenants, qui, pour l'avenir, prévoient de mettre sur pied une action conjointe.

Le rapport de mission conclut qu'il faut prendre des mesures, de toute urgence, pour protéger le parc. Définir le parc "Réserve de la biosphère" (Taï est un des projets de "l'Union pour l'homme et la biosphère") ou "Zone du patrimoine mondial" ne suffit pas à garantir sa protection à long terme. La mission appelle le président de la Côte d'Ivoire à intervenir personnellement pour sauver le Parc qu'il lui-même fondé en 1972, à l'instigation de l'UICN. «Le Président devrait devenir le véritable leader de la protection des forêts, et non seulement le protecteur de ses bénéfices.»
La mission estime que le projet de balisage des limites doit être mené de façon à éviter d'effets à long terme. Il estime que les organisations internationales augmente leur participation à l'action de protection de la faune et de la flore, qui sont un élément crucial de l'environnement. Elle appelle à une plus grande coopération entre les différents acteurs.

LE CONSEIL INTERNATIONAL POUR LA PROTECTION DE LA NATURE.
Le Conseil International pour la Protection de la Nature (UICN) a été créé en 1948 par le Professeur Harald Roth, qui a notamment travaillé pour la protection des espèces menacées. Le Conseil est composé de 118 États membres, dont de nombreux pays d'Amérique et d'Europe. Il a pour mission de veiller à la protection des espèces menacées et de promouvoir la résolution des problèmes liés à la conservation de la nature.

HISTORIQUE
A l'origine, le Conseil était appelé "Union internationale pour la protection de la nature. À l'époque, le terme "nature" avait une connotation strictement botanique, avec un accent sur la protection de la flore. C'était un mouvement de défense des espèces menacées qui a évolué avec le temps. Le conseil a depuis lors évolué pour inclure également la protection de la flore. Il est devenu l'UICN, qui a pour mission de veiller à la protection de la nature et de promouvoir la résolution des problèmes liés à la conservation de la nature.

NOS SOLUTIONS
Lcs solutions de l'UICN sont les suivantes :
1. garder son nom actuel
2. changer de nom
3. ne procéder à aucun changement officiel
4. ne procéder à aucun changement officiel
5. changer de nom

Problèmes
Les problèmes qui ont mené au changement du nom de l'UICN comprennent :
- le nom actuel est bien établi, synonyme de excellence et de respect
- le nom actuel ne reflète pas la diversité géographique de la société scientifique de l'UICN

En conclusion, il est crucial de gérer de manière adéquate le changement de nom de l'UICN pour garantir la continuation de ses actions et de sa mission.
C'est dans la nature complexe du développement socio-économique que se trouve la cause profonde de la destruction des forêts tropicales.

Crédit: FAO

La campagne WWF/UICN pour les forêts tropicales était présent et a préparé le rapport suivant:

Lors du recent lancement de la campagne WWF/UICN pour les forêts tropicales, deux ministres indonésiens ont réaffirmé l'importance de continuer de protéger les forêts tropicales humides.

S.E. Ali Murtopo, ministre de l'information et S.E. Emil Salim, ministre d'État chargé de la Supervision du développement et de l’enseignement, ont déclaré qu'il est crucial d'impacter les groupes d'acteurs et d'experts pour soutenir l'accession des pays à une nouvelle phase de déforestation contrôlée de forêts, et à la remise à la Terre de plus de territoires.

« Le problème est d'ampleur internationale et il ne peut être résolu que par les pays qui ont la capacité de faire face à ces défis. La conservation des forêts est une question de conscience et de responsabilité pour tous les pays. »

S.E. Emil Salim, ministre d'État chargé de la Supervision du développement et de l’enseignement

Charles de Haas, directeur général du WWF International a proposé que les pays industrialisés versent une somme de 1% des importations de produits de la forêt sur le moyen de financer les efforts pour la conservation des forêts tropicales, mais il a également souligné qu'il était crucial de poursuivre l'effort de protection.

« Les pays industrialisés ont une responsabilité dans la protection des forêts tropicales. Il est crucial de trouver un moyen de financer les efforts pour la conservation des forêts tropicales. »

Charles de Haas, directeur général du WWF International
NOUVEL ESPRIT POUR LE KOUPEY?

Vers la fin du mois de juillet, M. Boon-
song Lekapal, un des experts thaïlandais de la
conservation, a informé l'UNESCO que le
koupey, le plus ancien bovidé du monde
aurait été vu, pour la première fois depuis
da guerre d'Indochine. Selon M. Boon-
song, un villageois aurait repéré l'animal dans la province du Satche
pré, de la frontière du Cambodge.

Le département royal des Forêts organise
immédiatement une deuxième expédition, sous la direction de Phraithong
Sukwim, directeur de la Division de la
conservation des ressources sauvages de la
communication, pour localiser l'animal.

Le koupey, le plus primitif des bovidés vivants, possède les caractéristiques
de certaines formes du pleistocène. Il pré-
sent une grande intérêt pour les études sur
l'évolution et source génétique, pour
améliorer, par exemple, la résistance à
la maladie du gripp. Thaïlande, Indonésie,
Pakistán.

Déclaré animal national du Cambodge (Kampuchea) en 1964, par le prince
Nouk, le koupey est un des précieux peintures préhistoriques de la
Thaïlande, du Cambodge, du Laos, de la
Lao Vientiane, Thaïlande, Est de la Thaïlande, entre autres dans les
jardins de la ville du prince Sihanouk à Phnom Penh dans les années 60.

Le koupey, le plus primitif des bovidés vivants, possède les caractéristiques
de certaines formes du pleistocène. Il pre-

sent une grande intérêt pour les études sur
l'évolution et source génétique, pour
améliorer, par exemple, la résistance à
la maladie du gripp. Thaïlande, Indonésie,
Pakistán.

Le koupey, le plus primitif des bovidés vivants, possède les caractéristiques
de certaines formes du pleistocène. Il pre-

sent une grande intérêt pour les études sur
l'évolution et source génétique, pour
améliorer, par exemple, la résistance à
la maladie du gripp. Thaïlande, Indonésie,
Pakistán.
COLOMBIE

Lorsque le Congrès célèbre le 100e anniversaire de la fondation de la Société colombienne de l'éthologie (8 au 11 juillet 1962), la préparation d'une stratégie nationale de conservation était au cœur des discussions.

 DANEMARK

Le WWF-Danemark a aidé l'équipe d'Augustus Fung, Fredningsstyre og Frihedsforbundet a réfléchir à la SMC en danish.

ESPAGNE

La Commission ministérielle de l'environnement (CIMA) a élaboré une stratégie nationale de conservation qui a été approuvée par décret du Conseil des ministres. Le CIMA a créé un groupe de travail chargé de coordonner la mise en œuvre de la stratégie en Espagne.

EUROPE

Le Bureau européen de l'environnement, organisme de liaison entre plus de 60 organismes non gouvernementaux a organisé un séminaire à Bruxelles, en septembre 1981 sur « La Stratégie mondiale de la conservation et la Communauté européenne ». Les participants étaient des responsables de la CEE, des organisations internationales, des scientifiques et des représentants d'organisations de conservation. Les conclusions de cette réunion ont été axées sur les efforts de la SMC sur la politique agricole communautaire et l'orientation de la politique d'agriculture. À la suite du séminaire de Bruxelles, le Parlement européen a proposé d'inclure les principes de la SMC dans la politique et le programme d'action de la CEE en matière d'environnement.

« La Commission organisera notamment des réunions d'experts des États membres afin d'examiner la Stratégie mondiale de la conservation chapitre par chapitre, de manière à s'assurer que les objectifs de la stratégie sont atteints. »

Grèce


GRECE


HONGRIE

La Stratégie des pays de l'Est a été adoptée en Hongrie. Crédit: R. Scott

HONGRIE

La Stratégie des pays de l'Est a été adoptée en Hongrie. Crédit: R. Scott

Voir le texte complet dans le document original.
CONGRÈS MONDIAL DES PARCS NATIONAUX BÂLI, INDONÉSIE, 11 au 22 OCTOBRE 1982

RECOMMANDATIONS

1. L'INFORMATION SUR LES AIRE PROTEGÉES

RÉSUMÉ

Les recommandations du Congrès mondial des parcs nationaux réunis à Bali, Indonésie, en octobre 1982, sont résumées dans ce document. C'est en ce domaine que les participants sont experts et à même de donner leur avis.

Cependant, les participants reconnaissent que si les aires protégées ont un rôle fondamental à jouer dans la conservation des ressources vivantes, l'avenir vital du développement durable, la délimitation, l'établissement et la gestion des aires protégées par les pouvoirs publics est nécessaire pour assurer la coordination et la mise en place de programmes de conservation. Les autres mesures sont mises en relief dans la Stratégie mondiale de la conservation.

En mars, la mise en œuvre réussie de l'ensemble des efforts de conservation aux niveaux national et international dépend des progrès accomplis dans les domaines connexes. Cela suppose d'élargir le niveau de vie de nombreux êtres humains dans le monde en développement, forcés par la misère à surexploiter les ressources naturelles; de réduire les tendances à la surconsommation et au gaspillage des ressources de nature et de garantir rapidement un abaissement sensible du taux démographique et de réaliser le dérâlement.

Néanmoins, les aires protégées ont un rôle essentiel à jouer pour le progrès social, économique, culturel et spirituel de l'humanité. Le passé, leur importance a trop souvent été négligée. La Déclaration de Bali cherche à réparer en proposant une définition plus large et plus complète des aires protégées dans le contexte de la quête d'un mode de vie meilleur. Les recommandations qui suivent forment une base pour la mise en œuvre des intentions de la Déclaration.

2. LE RESEAU MONDIAL D'AIRE PROTEGEES TERRESTRES REPRESENTATIVES

RECOMMANDATION

La Récommandation 1 de la Deuxième Conférence de la Convention pour la Conservation de la Nature et des Écosystèmes de la Nature mondial, s'est concentrée sur l'intégration de la conservation de l'aire protégée dans le cadre international d'agir la couverture des aires protégées afin d'assurer la conservation d'une large gamme de biomes et d'écologies naturels et des écosystèmes du monde entier; et les Récommandations 2 et 3 concernant spécifiquement la conservation des forêts tropicales humides et des écosystèmes de l'Afrique et l'Antarctique RECONNAISSANT les efforts importants déployés par les gouvernements pour la mise en place d'une dernière décade pour établir des réseaux d'aire protégées; RECONNAIT NEANMOINS que les réseaux actuels de protection de la nature aient manqué à respecter les objectifs de la conservation et, en particulier, à sauvegarder les ressources naturelles; SEGNAUTRE que la mission des parcs nationaux et régionaux est de contribuer à la mise en place de programmes de conservation et de réalisation des objectifs de la conservation; SE RENDANT COMPTE que la détermination des aires d'habitat et de la couverture des aires protégées est une obligation du Congrès mondial des parcs nationaux réunis à Bali, Indonésie, en octobre 1982;
DEMANDE INSTANTM aux gouvernements d'accorder la plus haute priorité à la réalisation de la représentativité écologique des eaux, en particulier d'aires protégées de nouvelles eaux ou en élargissant celles qui existent; et

A. L'UNION INTERNATIONALE DES EMBUETS DE LA PRIORITÉ CRITIQUE des biomes suivant:

a) forêts tropicales: où l'attention devrait porter sur la conserva-

b) zones arides: où la première priorité sur le plan internatio-
nal concerne le plan d'action par lutte contre la désertification adopté par les Nations Unies en 1977, et en particu-
lier la gestion des eaux et la protection des eaux protégées pour maintenir un milieu naturel wholesome.

c) zones humides: où l'accès devrait être particulièrement sûr

D. L'UNION INTERNATIONALE DES EMBUETS DE LA PRIORITÉ CRITIQUE des biomes suivant:

a) forêts tropicales: où l'attention devrait porter sur la conserva-
nation des eaux et du climat. Les eaux de la forêt tropicale de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien (notamment les pentes himalayennes), de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centra-
nante de l'Est, de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des îles du Pacifique; ces mêmes priorités devraient être accordées à tous les biomes marins dans leurs

b) zones arides: où la première priorité sur le plan internatio-
nal concerne le plan d'action par lutte contre la désertification adopté par les Nations Unies en 1977, et en particu-
lier la gestion des eaux et la protection des eaux protégées pour maintenir un milieu naturel wholesome.

c) zones humides: où l'accès devrait être particulièrement sûr

E. L'UNION INTERNATIONALE DES EMBUETS DE LA PRIORITÉ CRITIQUE des biomes suivant:

a) forêts tropicales: où l'attention devrait porter sur la conserva-
nation des eaux et du climat. Les eaux de la forêt tropicale de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien (notamment les pentes himalayennes), de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centra-
nante de l'Est, de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des îles du Pacifique; ces mêmes priorités devraient être accordées à tous les biomes marins dans leurs

b) zones arides: où la première priorité sur le plan internatio-
nal concerne le plan d'action par lutte contre la désertification adopté par les Nations Unies en 1977, et en particu-
lier la gestion des eaux et la protection des eaux protégées pour maintenir un milieu naturel wholesome.

c) zones humides: où l'accès devrait être particulièrement sûr
aires protégées menacent l’intégrité de ces aires, notamment la diversité biologique et la protection de la nature. RECONNAISSANT également le problème permanent de la dégrada tion des aires protégées par la construction de routes ou autres infrastructures, le trafic routier, la pêche, l’utilisation de la chasse, la photographie, la vidéo, la couverture énergétique et le tourisme; CONCLUS que la lutte contre le bracca ging de diverses espèces nuisibles sur l’écosystème. La lutte contre le bracca ging de diverses espèces nuisibles sur l’écosystème.

7. LA LUTTE CONTRE LE BRACCA NAGE

RECONNAISSANT que le bracca ging est la menace la plus grave à l’intégrité de certaines aires protégées; CONCLUS que la lutte contre le bracca ging pourrait entraîner la perte irrévocable de ressources génétiques et la disparition d’espèces rares et en danger dans certaines aires protégées; ALARME par la disponibilité croissante d’armes et la mise au point d’armes à feu et d’outils d’abattage de masse des ressources sauvages; CONSIDER que le commerce international non surveillé et la chasse a outrance menacent la mise en pâtur de nombreuses espèces et que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d’extinction devrait être utile pour étudier et mettre en œuvre des stratégies et des outils de contrôle de ce commerce; CONSIDER que le fait que le personnage de lutter contre le bracca ging est un problème majeur et qui nécessite des mesures concrètes et des politiques visant à garantir la sécurité des aires protégées.

Sensible à la nécessité d’élargir le nombre de participants aux réunions des aires protégées et de la population locale; CONVIENT que la biodiversité de l’aïne protégée est menacée par l’utilisation de l’espace et qu’il est important de garantir la protection de l’environnement et des espèces sauvages; CONSIDER que les mesures conventionnelles qui ont été mises en œuvre dans les aires protégées et les régions environnantes sont fondamentales pour la protection de l’environnement et des espèces sauvages.

9. LES AÎNES PROTÉGÉES ET LES SOCIÉTÉS TRADITIONNELLES

REAPPELLE la réunion 15°/7 de l’Assemblée générale de l’ UICN sur le rôle des modèles de vie traditionnels et des populations locales en la conservation et le développement. RECONNAÎT la responsabilité que partagent tous les peuples du monde dans la conservation de la biodiversité et des environnements naturels et culturels variés. CONSTAT que les sociétés traditionnelles qui ont vécu jusqu’à présent en harmonie avec leur environnement: méritent notre respect pour leur gestion des aires protégées et l’environnement qui les entoure; sont des modèles pour la protection des espèces sauvages et des habitats naturels; sont menacées par l’affaissement de leurs droits sur les terres ou sur des ressources naturelles comme le bois, le poisson, etc.; font face à des défis nouveaux et récents; sont des modèles pour les institutions et les politiques de gestion de l’environnement.

RECONNAÎT EN OUTRE que de nombreuses méthodes traditionnelles d’utilisation et de conservation des espèces sont encore utilisées. Il est important de soutenir ces pratiques et d’étudier leurs effets positifs sur la conservation des espèces sauvages.

RECONNAÎT EN OUTRE la nécessité de promouvoir la participation des sociétés traditionnelles à la gestion des ressources et des habitats naturels. Il est essentiel de garantir que les sociétés traditionnelles ont un rôle actif dans la conservation des espèces sauvages et des habitats naturels.

11. L’AJDE AU DÉVELOPPEMENT ET LES AÎNES PROTÉGÉES

REAPPELE la recommandation 17 de la Deuxième Conférence mondiale sur les parcs nationaux, concernant l’assistance technique et financière aux projets de développement dans les aires protégées. FAISANT SIEN le point de vue de la Commission Brandt selon lequel «la protection de l’environnement naturel est un aspect essentiel de la croissance économique et sociale», NOTANT que les aires protégées ont un rôle important dans le développement durable, notamment par la fourniture de services et de biens variés à une grande gamme de parties prenantes, ET EN DIFERENT PROCCUPÉ de la disparition de populations sauvages importantes en plusieurs régions du monde, à la suite de la destruction des habitats et d’autres pressions; CONSIDER que le fait de mieux gérer les ressources naturelles de manière durable est également crucial pour les communautés et les pays, notamment celles qui dépendent des ressources sauvages pour leur bien-être, ET EN DIFERENT PROCCUPÉ que la protection des aires protégées est un objectif explicite des réseaux d’aires protégées et de l’Union africaine afin de préserver les aires protégées et les espaces naturels. Il est donc important de développer des politiques et des stratégies visant à garantir le respect des droits des populations locales et des sociétés traditionnelles dans les aires protégées.

Le Congrès mondial des parcs nationaux réuni à Bali, Indonésie, en octobre 1982: RECONNAÎT la nécessité de renforcer l’efficacité des mesures de protection des espèces sauvages et des habitats naturels, notamment par la mise en place de programmes de développement durable et de lutte contre la degradation de l’environnement. IL CONVIENT également de renforcer l’implication des populations locales et des sociétés traditionnelles dans la gestion des ressources et des habitats naturels. Il est crucial de garantir que les populations locales et les sociétés traditionnelles ont un rôle actif dans la conservation des espèces sauvages et des habitats naturels.
général indispensable à la formation comme à la gestion des aires protégées et a été exécutée en bien reçue, en particulier dans les pays en développement, mais n'est pas toujours dispo-
nable.

RECONNAÎSSANT avec gratitude le soutien financier permanent de l'UNIC, de l'UNIC National Parks Service, de Parcs Canada, de l'Unesco, du PNUE, du WWF et d'autres organismes, mais sur la base de les considérer comme financiers de finance-
ment de la revue PARCS distribuée gratuitement, qui ont entranné

travail supplémentaire, SCHÉMA de travailler conjointement.

CONSTATANT que le personnel des aires protégées de même que d'autres personnes intéressées souhaitent partager idées et expé-
tences, et se sentir personellement solides du personnel des

DÉMENDE à l'UNIC et au PNUE, dans leur dialogue permanent avec les agences de développement, d'encourager celles-ci à adop-
ter ce projet de réseau.

DÉMENDE INSTAMNT aux gouvernements qui reçoivent l'aide d'accorder une plus grande priorité aux projets de conserva-
tion dans leurs demandes d'aide.

12. LA GESTION DES AÎRES PROTÉGÉES

RECONNAÎSSANT qu'accroissement rapide du nombre d'aires protégées dans la décennie écoulée a créé des besoins conséquen-
tes de gestion de ressource, et


DÉMENDE INSTAMNT aux gouvernements d'accorder une haute priorité à la conservation de toutes les aires protégées en:

a) répartir les ressources des aires protégées et les mensonges qui se
      pendent sur elles;

b) préparant des plans de gestion prévoyant une gestion et un développe-
      ment prospère et approprié d'aires protégées et non protégées;

c) faits participant à la mesure du possible les communautés locaux
      d'assistance générale à la préparation et à la mise en œuvre de ces
      plans;

13. LE PERSONNEL DES AÎRES PROTÉGÉES

FORMATION ET COMMUNICATION

RAPPELANT les recommandations 16 et 18 de la Deuxième Con-
férence mondiale sur les parcs nationaux qui mettent l'accent sur l'importance de la formation et du fonctionnement des aires
protégées;

NOTANT le besoin d'augmentation de la formation et d'initiation du personnel des aires protégées, en particulier parce que les tâches
plus complexes sont souvent entravées par des restrictions de personnel décalées au niveau de l'exécution des tâches;

NOTANT également l'intérêt des possibilités d'éducation, notamment la nécessité de développement et de formation des parcs nationaux des pays en développement;

CONSTATANT l'intérêt du Sénariat international sur les parcs nationaux pour la cuique du catalyseur pour d'autres séminaires et programmes de formation régionaux;

RECONNAÎSSANT qu'en dépit de ses difficultés financières, la Commission mondiale des Parcs nationaux a réussi à répondre à ce collaps-

DÉMENDE INSTAMNT aux gouvernements d'accorder une haute priorité à la conservation de toutes les aires protégées et non protégées, et à conscientiser le monde de la culture et de la nature pour la protection des patrimoines culturels et naturels de l'humanité.

15. L'AIDE VOLONTAIRES

RECONNAÎSSANT que de nombreuses activités liées à la gestion même des aires protégées ont été menées dans le monde entier par des organismes et des organisations volontaires et que ces personnes ou organisations volontaires ont acquis beaucoup d'expérience à cette fin,

CONSTATANT que les aires protégées sont un moyen de promouvoir la coopération et la compréhension de la conser-

RECONNAÎSSANT тому, что с участием в Конференции от 110 стран, включая Россию, представили доклады, что обеспечило широкую и динамичную дискуссию на тему сохранения природных ресурсов и его роли в борьбе с изменениями климата.

17. РЕЗЕРВУАРИ СОБСТВЕННОСТИ

СЕ ФЕЛИЦИАНТ о создании национальных парков в мире, считающих природный мир важным элементом культурного наследия, что подчеркивается в Конвенции ООН о биоразнообразии и его значении для сохранения природных ресурсов и борьбы с изменениями климата.

СЕ ФЕЛИЦИАНТ также о создании международных партнерств, направленных на реализацию целей Конвенции ООН по биоразнообразию и его значении для сохранения природных ресурсов и борьбы с изменениями климата.

18. ЗАКЛЮЧЕНИЕ

СЕ ФЕЛИЦИАНТ о важности сотрудничества между странами и международными организациями в борьбе с изменениями климата и сохранении природных ресурсов, что подчеркивается в Конвенции ООН по биоразнообразию и его значении для сохранения природных ресурсов и борьбы с изменениями климата.

СЕ ФЕЛИЦИАНТ также о важности сохранения природных ресурсов в интересах будущих поколений, что подчеркивается в Конвенции ООН по биоразнообразию и его значении для сохранения природных ресурсов и борьбы с изменениями климата.
VUE D’ENSEMBLE
La structure des stratégies nationales de conservation (novembre 1983)

PAYS
Afrique du Sud
Sénégal
Belgique
Espagne
Honduras
Indonésie
Italie
Japon
Malaisie
Népal
Norvège
Nouvelle-Zélande
Philippines
Royauté-Uni
Sénégal
Sri Lanka
Zambie

EMPIRE ORIGINAL DE L’UIUC, A GAUCHE
Nouvel emblème, à droite.

Requête
Le Conseil, sensible aux vœux et préoccupations des membres, reconnaît que l’emblème de l’UIUC est très important. En conséquence, le Président Kassam demande aux membres de faire part au Conseil de leur opinion sur le nom et l’emblème de l’UIUC en vue de leurs futures réunions du Conseil. Il demande en particulier que les membres se prononcent sur généralement les points suivants :
1. la solution qui leur convient : pas de changement de nom ; changement officiel du nom suivi de l’emblème du nom actuel
2. s’ils souhaitent un changement, quel nom, et si oui, quel emblème ?
3. recommandent-ils ou non un changement de nom, et si oui, pour quel emblème ?

Veuillez, s’il-vous-plût, adresser vos lettres au Directeur général, UIUC, 1196 Gland, Suisse.

POSTE À POURVOIR
Directeur général adjoint de l’UIUC

Cette tâche lui délibère le Directeur général, le Directeur général adjoint est chargé de:
1. conseiller le Directeur général sur la marche générale de l’Organisation, sur les questions politiques et économiques.
2. assurer l’harmonisation voulue et l’expédition des déclarations de la correspondance de l’UIUC.
3. assurer la liaison avec le Système des Nations Unies, d’autres organisations et conventions internationales.

Qualifications
Il serait souhaitable que le Directeur général adjoint soit diplômé d’une université reconnue et spécialisé dans une discipline liée à la conservation de la nature et de ses ressources. Il/elle aura une bonne connaissance de quelques questions de conservation et, en particulier, des rapports entre conservation et développement. Il/elle aura l’expérience de postes de responsabilité et une compétence dans le domaine international, le développement, les programmes de mise en œuvre, la gestion du personnel et le contrôle des dépenses. Il/elle devra avoir une certaine connaissance de l’UIUC, de ses objectifs, de ses programmes et de ses ressources. Il/elle aura une connaissance de l’un des autres langues de l’Union.

Rémunération : salaire proportionnel aux qualifications, à l’expérience et aux besoins fonctionnels suisses/UIUC.

Candidatures : tout envoi sera soumis au Conseil. Toute candidature accompagnée d’un CV doit être adressée, dès que possible, au Directeur général de l’UIUC, Centre mondial de la conservation 1196 Gland, Suisse.

John Blakeney a présenté un exposé oral sur la Birmanie. Les documents sont publiés par Russ Mittermeier et seront disponibles dans les publications de l’IUCN.


La 5e réunion de la SSC examine les problèmes actuels.

Nouvelles internes des rapports de commissions

La Commission de la sauvegarde des espèces a remis un rapport de Red Data Books à M. Mohamed Khan bin Momin Khan, directeur du département de la conservation des espèces de la SCC. Le rapport de Red Data Books couvre les espèces menacées par la dégradation de l’environnement, des espèces menacées par le changement climatique, des espèces menacées par la perte de diversité génétique, des espèces menacées par la perte de biotopes, et des espèces menacées par la pollution.

M. Gren Lucas, président de la Commission de la sauvegarde des espèces a remis un rapport de Red Data Books à M. Mohammed bin Momin Khan, directeur du département de la conservation des espèces de la SCC. Le rapport de Red Data Books couvre les espèces menacées par la dégradation de l’environnement, des espèces menacées par le changement climatique, des espèces menacées par la perte de diversité génétique, des espèces menacées par la perte de biotopes, et des espèces menacées par la pollution.

La Commission a formé deux groupes de travail, un premier pour les forêts tropicales humides et le second pour les forêts tropicales de la péninsule Malaise, en Indonésie et en Thaïlande. Chaque groupe a été chargé de rédiger un rapport détaillé sur la situation des espèces dans ces zones. Les groupes ont réuni des experts de diverses disciplines, dont des bioclimatologues, des géographes, des écologues, des zoologues, et des biologistes de diverses disciplines, pour rédiger des rapports détaillés sur la situation des espèces dans ces zones.

La Commission a formé deux groupes de travail, un premier pour les forêts tropicales humides et le second pour les forêts tropicales de la péninsule Malaise, en Indonésie et en Thaïlande. Chaque groupe a été chargé de rédiger un rapport détaillé sur la situation des espèces dans ces zones. Les groupes ont réuni des experts de diverses disciplines, dont des bioclimatologues, des géographes, des écologues, des zoologues, et des biologistes de diverses disciplines, pour rédiger des rapports détaillés sur la situation des espèces dans ces zones.

La Commission a formé deux groupes de travail, un premier pour les forêts tropicales humides et le second pour les forêts tropicales de la péninsule Malaise, en Indonésie et en Thaïlande. Chaque groupe a été chargé de rédiger un rapport détaillé sur la situation des espèces dans ces zones. Les groupes ont réuni des experts de diverses disciplines, dont des bioclimatologues, des géographes, des écologues, des zoologues, et des biologistes de diverses disciplines, pour rédiger des rapports détaillés sur la situation des espèces dans ces zones.

La Commission a formé deux groupes de travail, un premier pour les forêts tropicales humides et le second pour les forêts tropicales de la péninsule Malaise, en Indonésie et en Thaïlande. Chaque groupe a été chargé de rédiger un rapport détaillé sur la situation des espèces dans ces zones. Les groupes ont réuni des experts de diverses disciplines, dont des bioclimatologues, des géographes, des écologues, des zoologues, et des biologistes de diverses disciplines, pour rédiger des rapports détaillés sur la situation des espèces dans ces zones.

La Commission a formé deux groupes de travail, un premier pour les forêts tropicales humides et le second pour les forêts tropicales de la péninsule Malaise, en Indonésie et en Thaïlande. Chaque groupe a été chargé de rédiger un rapport détaillé sur la situation des espèces dans ces zones. Les groupes ont réuni des experts de diverses disciplines, dont des bioclimatologues, des géographes, des écologues, des zoologues, et des biologistes de diverses disciplines, pour rédiger des rapports détaillés sur la situation des espèces dans ces zones.

La Commission a formé deux groupes de travail, un premier pour les forêts tropicales humides et le second pour les forêts tropicales de la péninsule Malaise, en Indonésie et en Thaïlande. Chaque groupe a été chargé de rédiger un rapport détaillé sur la situation des espèces dans ces zones. Les groupes ont réuni des experts de diverses disciplines, dont des bioclimatologues, des géographes, des écologues, des zoologues, et des biologistes de diverses disciplines, pour rédiger des rapports détaillés sur la situation des espèces dans ces zones.

La Commission a formé deux groupes de travail, un premier pour les forêts tropicales humides et le second pour les forêts tropicales de la péninsule Malaise, en Indonésie et en Thaïlande. Chaque groupe a été chargé de rédiger un rapport détaillé sur la situation des espèces dans ces zones. Les groupes ont réuni des experts de diverses disciplines, dont des bioclimatologues, des géographes, des écologues, des zoologues, et des biologistes de diverses disciplines, pour rédiger des rapports détaillés sur la situation des espèces dans ces zones.

La Commission a formé deux groupes de travail, un premier pour les forêts tropicales humides et le second pour les forêts tropicales de la péninsule Malaise, en Indonésie et en Thaïlande. Chaque groupe a été chargé de rédiger un rapport détaillé sur la situation des espèces dans ces zones. Les groupes ont réuni des experts de diverses disciplines, dont des bioclimatologues, des géographes, des écologues, des zoologues, et des biologistes de diverses disciplines, pour rédiger des rapports détaillés sur la situation des espèces dans ces zones.

La Commission a formé deux groupes de travail, un premier pour les forêts tropicales humides et le second pour les forêts tropicales de la péninsule Malaise, en Indonésie et en Thaïlande. Chaque groupe a été chargé de rédiger un rapport détaillé sur la situation des espèces dans ces zones. Les groupes ont réuni des experts de diverses disciplines, dont des bioclimatologues, des géographes, des écologues, des zoologues, et des biologistes de diverses disciplines, pour rédiger des rapports détaillé sur la situation des espèces dans ces zones.
OUVERTURE DE LA RÉUNION PLÉNIÈRE DE LA COMMISSION DE L’ÉCOLOGIE À BANDUNG, INDONÉSIE, LE 6 OCTOBRE 1982. DE DROITE À GAUCHE : M. B. BJELJELID, S.E. EMIL SALIM ET M. G. BUDENSKI.

Commission de l’économie

Groupe de travail sur les forêts tropicales

La Commission de l’économie s’est réunie du 1er au 8 octobre à Bandung, Indonésie, où elle fut l’objet de l’Institut de l’essence de l’université de Padjadjaran.

Du 1er au 3 octobre, une réunion du groupe de travail sur les forêts tropicales a été préparée, selon le plan du PNUDE, une prise de position sur l’intégration de la conservation de la nature et de la régénération de la forêt au développement économique des ressources de la forêt tropicale humide. Les points d’une Déclaration générale de l’OICCU sur les forêts tropicales humides furent examinés. M. John Davison, président adjoint du groupe de travail sur les forêts tropicales humides, préside la réunion.

Symposium sur le développement rural, la conservation et les modes de vie traditionnels


De nombreuses grandes questions de conservation et de développement rural ont été traitées ; rôle des gouvernements et des communautés traditionnelles ; problèmes économiques ; application des questions biologiques ; rôle des gouvernements et de la société civile ; plafonnement du développement rural et bas-sans-viens. Ils furent suivis question de rôle des gouvernements et de la société civile ; plafonnement du développement rural et bas-sans-viens. Ils furent suivis question de rôle des gouvernements et de la société civile.

Le dernier débat fut dirigé par M. J. Yalki, directeur du Musée national de Nouvelle-Zélande. Le Pr. O. Somawarso a préparé le rapport de travail sur les conservation et les modes de vie traditionnels.

La réunion a été informée qu’un rapport de la Commission de l’Institut d’économie et de recherche sur les questions de consommateurs et de distribution publique de biens et services.

Les efforts de conservation ne doivent pas se limiter à protéger les forêts tropicales humides, ils doivent aussi s’attaquer à la demande de produits en provenance des forêts tropicales.
HINDU KUSH – HIMALAYA: NAISSANCE DE CIMID

par Peter Gillier

Une organisation engagée dans la conservation de la biodiversité au Népal et en Inde, le Centre pour l'International Development (CIMID), pour le développement de l'agriculture et du marketing de la biodiversité, a été officiellement inauguré en octobre 1985. Ce centre aura un double rôle: l'exploitation et le développement. Cela consiste à exploiter l'environnement dans un but d'efficacité maximale et à développer les ressources naturelles et humanitaires pour le bénéfice des populations locales. Le CIMID a pour but de promouvoir un écosystème durable et d'assurer une gestion équitable et responsable de la biodiversité. Sa mission est de contribuer à la protection et à la conservation de la biodiversité au Népal et en Inde.

ECOLOGIE ET BIOLOGIE DU PACIFIC WALES, OCEANIA: NAISSANCE DE CIMID

par Francis H. Fai, Fish and Wildlife Service, Department of Interior, Hattiesburg, Mississippi, U.S.A.

Au cours de la phase d'établissement, CIMID fonctionnera sous l'autorité du Dr. Peter Gillier, président du Conseil de direction du CIMID.

Le CIHRA (Centre International de l'Hindu Kush - Himalaya) a pour mission de promouvoir un écosystème durable et d'assurer une gestion équitable et responsable de la biodiversité. Sa mission est de contribuer à la protection et à la conservation de la biodiversité au Népal et en Inde.

LIVRES PUBLICATIONS UCN

Ecology and Biological of the Pacific Whales, Oceania: NAISSANCE DE CIMID

par Francis H. Fai, Fish and Wildlife Service, Department of Interior, Hattiesburg, Mississippi, U.S.A.

Au cours de la phase d'établissement, CIMID fonctionnera sous l'autorité du Dr. Peter Gillier, président du Conseil de direction du CIMID.

Le CIHRA (Centre International de l'Hindu Kush - Himalaya) a pour mission de promouvoir un écosystème durable et d'assurer une gestion équitable et responsable de la biodiversité. Sa mission est de contribuer à la protection et à la conservation de la biodiversité au Népal et en Inde.

LIVRES PUBLICATIONS UCN

Ecology and Biological of the Pacific Whales, Oceania: NAISSANCE DE CIMID

par Francis H. Fai, Fish and Wildlife Service, Department of Interior, Hattiesburg, Mississippi, U.S.A.

Au cours de la phase d'établissement, CIMID fonctionnera sous l'autorité du Dr. Peter Gillier, président du Conseil de direction du CIMID.

Le CIHRA (Centre International de l'Hindu Kush - Himalaya) a pour mission de promouvoir un écosystème durable et d'assurer une gestion équitable et responsable de la biodiversité. Sa mission est de contribuer à la protection et à la conservation de la biodiversité au Népal et en Inde.

LIVRES PUBLICATIONS UCN

Ecology and Biological of the Pacific Whales, Oceania: NAISSANCE DE CIMID

par Francis H. Fai, Fish and Wildlife Service, Department of Interior, Hattiesburg, Mississippi, U.S.A.